



Mardi 19 janvier 2020

23 janvier et 4 février :

Tous ensemble contre les licenciements et suppressions de postes

Michelin, Renault, Bridgestone, Total, Sanofi, TUI... Pas une journée ne se passe sans une annonce de suppressions d'emplois. La faute au corona, à la transition énergétique, à la concurrence étrangère ? Des prétextes qui masquent la rapacité patronale. Il n'y a aucune fatalité : la mobilisation collective du monde du travail pourrait stopper les suppressions d'emplois.

« Zéro licenciement » ? Un million de chômeurs supplémentaires !

La liste des suppressions de postes s'allonge mais, à les entendre, aucun grand groupe ne licencie. Immaculée Conception de chômeurs, baptisée « zéro licenciements » par Total, qui s'apprête à supprimer 700 emplois à la raffinerie de Grandpuits (77).

Les combines ne manquent pas pour licencier sans licencier, sans payer le coût associé d'un plan dit social : départs au volontariat forcé, ruptures conventionnelles, restructurations qui poussent à la démission, licenciements sous prétexte disciplinaires, fins de mission d'interim, fins de CDD, etc.

Une hécatombe dont les effets se cumulent avec les vraies faillites de petites entreprises et les coupes incessantes dans des services publics : les suppressions d'emploi à la SNCF, c'est trois Bridgestone chaque année depuis vingt ans !

Un crime social subventionné par l'État

Ce chômage de masse est une opportunité pour imposer baisses de salaire et dégradations des conditions de travail à l'ensemble des salariés. C'est une arme pour faire pencher le rapport de force en faveur du patronat. Et qu'importent ses effets dévastateurs : les queues qui s'allongent devant les soupes populaires, le désespoir de la jeune « génération Covid » ou la montée des idées obscurantistes qui fleurissent sur le terreau de la misère. Le gouvernement accompagne, justifie et subventionne ce crime social. Aides publiques, baisse des impôts sur les sociétés, prêts garantis et crédits d'impôts (notamment à Total et Renault pour la prétendue « transition énergétique »). Sa politique consiste à faire payer au contribuable les licenciements dans les grands groupes !

Mais les ministres jouent la comédie du « nationalisme économique ». Bruno Le Maire se vante d'avoir repoussé l'envahisseur québécois qui

voulait racheter Carrefour – et alors ? Ce Carrefour bien français qui touche des millions de l'État a supprimé 3000 emplois en 2019. Son concurrent Auchan, bleu-blanc-rouge lui aussi, a supprimé 1 500 postes cette année, tombés pour enrichir la famille Mulliez... Qui n'est pas québécoise ! La lutte pour l'emploi est une lutte de classe, salariés contre patronat, les nationalités n'y changent rien.

Du travail pour tous et la course au profit

Il n'y a aucune fatalité. Records en bourse, record de milliardaires : de l'argent, il y en a. C'est une affaire de choix politiques. Les travailleurs ont les moyens d'imposer les leurs, même en pleine pandémie. Sans attendre après les promesses électorales qui commencent déjà, sans croire aux mensonges nationalistes, sans illusions sur la « tactique » prônée par tant de dirigeants syndicaux, qui ne proposent que de négocier, entreprise par entreprise, des sacrifices pour les travailleurs contre quelques vagues promesses : en bref, jouer aux moutons pour calmer l'appétit des loups.

Si la pandémie a montré une urgence, c'est celle d'embauches massives dans les services utiles à la population, dans tous les secteurs essentiels. Cela passe par le partage du travail entre tous sans perte de salaire, l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes pour en finir avec le chômage. Un programme pour les luttes de l'ensemble du monde du travail. Des syndicats appellent (enfin) à une journée de grève interprofessionnelle le 4 février. Une occasion à saisir pour poser un jalon d'une telle riposte. D'ici là, les salariés du groupe de tourisme TUI appellent à une manifestation nationale contre les licenciements ce samedi 23 janvier à Paris. Des travailleurs de plusieurs entreprises de différents secteurs, syndiqués ou non, les rejoignent, notamment ceux de la raffinerie Grandpuits, en grève depuis deux semaines. Soyons-y nombreux. Une voie à suivre !

Jeux dangereux

Personne ne comprend comment se font les remplacements. Un coup cela est refusé par on ne sait quel niveau de la hiérarchie. Un coup c'est bon, enfin... Et le « jeu » peut devenir quotidien !

Bref, souvent, c'est la galère, pendant des heures, des jours... Nos employeurs jouent les effectifs à la machine à sous ? C'est notre santé, nos vies avec celles des patients qu'ils jettent au pot !

Le marché du recrutement

Même quand ils actent des renforts d'effectifs pour une durée d'un mois ou... Ils le font via des demandes de vacations décidées au jour le jour. Ça ne fonctionne pas comme ça ! Si on connaît la durée, c'est un CDD qu'il faut proposer, si le poste est vacant c'est une titularisation. C'est basique.

Qu'ils proposent de « vrais » contrats ! Aux vacataires, aux collègues en CDD ! Ils sont peut-être satisfaits de faire leur marché quotidien... Ils nous prennent pour quoi ? Du bétail ? Info : Si on chargeait ça ferait mal !

Des nouvelles de l'hôpital (pas si) Grand Paris-Nord ?

Le projet de fusion des hôpitaux Bichat et Beaujon se poursuit pour un soi-disant « grand » hôpital : le tableau est clair, ou plutôt sombre !

Plus de 300 suppressions de lits avec combien de destructions de postes ?

Les vacataires et les CDD peuvent s'inquiéter. C'est vrai que la crise sanitaire montre qu'il y a trop de soignants, de travailleurs de la santé... et d'offre de soins...

Toulouse : occupation de bloc opératoire

Lundi 11 janvier, des hospitaliers du bloc opératoire de Toulouse ont fait grève et ont occupé leur service. Ils réclamaient notamment des embauches. La direction a dû promettre le recrutement de 10 IDE, et la stagiairisation de 9 collègues en CDD ou CDI. La lutte paie.

Manifestations dans la santé le 21 janvier

Jeudi 21 janvier, la CGT, Sud et quelques autres structures appellent les salariés de la santé à se mobiliser. Les attaques se multiplient, notamment sur le temps de travail et les suppressions d'emplois.

Les fermetures de lit ont été à peine ralenties malgré l'épidémie et le budget de la santé toujours marqué par l'austérité. Cette journée pourrait être l'occasion de rassembler les salariés du secteur pour se battre ensemble : pour des embauches massives et 300 euros d'augmentation pour toutes et tous.

Amiante : jugement qui fait jurisprudence

Les travailleurs des ateliers et de la sécurité du CHRU de Besançon qui avaient été exposés à l'amiante entre 2009 et 2013 pendant les travaux de rénovation d'un bâtiment, viennent de recevoir un chèque de 10 000 euros de l'hôpital. Cela après dix ans d'un combat juridique où, chaque fois, l'hôpital a été reconnu coupable de « mise en danger délibérée de la vie d'autrui ».

La colère des « étudiants fantômes » pourrait prendre forme

L'isolement, la pression académique et la précarité financière rendent la situation très compliquée à vivre pour les étudiants. Certains pensent même au pire à l'image des deux tentatives de suicide à Lyon la semaine dernière.

La ministre prend prétexte de « bonbons qui traînent sur la table » dans les amphis pour maintenir les facs fermées et ne pas avoir à mettre en place un protocole sanitaire.

Mali : l'impérialisme français à l'œuvre

Un nouveau très fort soupçon de « bavure » militaire pèse sur la France et son opération Barkhane dans le nord du Mali.

Un mariage bombardé le 3 janvier a fait une

vingtaine de victimes civiles, et plusieurs associations locales accusent l'armée française... qui déclare n'avoir frappé qu'un groupe djihadiste. Le 30 novembre, un enfant de dix ans avait été tué par balle et enterré à la va-vite par des soldats français, sans que l'armée n'a, à ce jour, reconnu officiellement son implication.

Les objectifs réels de l'intervention militaire de la France font peu de doutes, il s'agit de préserver ses intérêts économiques depuis que le nord du pays échappe au contrôle de l'État central, même s'il faut pour cela prendre tout ou partie des méthodes terroristes qu'elle dit vouloir combattre.

